

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE**

En application de l'article L2123-1 du Code de la Commande publique

**COLLECTE DES DECHETS DU CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR – SITE D'AIX EN  
PROVENCE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**Pouvoir adjudicateur**

**CREPS Provence Alpes Côte d'Azur**

Pont de l'Arc CS 70445 13 098 AIX-EN-PROVENCE cedex 2

Téléphone : 04.42.93.80.02

SIRET : 19130189400017

**La date et heure limites de réception des plis est le 03/09/2025 à 17h00  
au plus tard, délai de rigueur**

## SOMMAIRE

1 - GENERALITES.....	4
1.1 Objet.....	4
1.2 Mode de passation .....	4
1.3 Forme du contrat .....	4
1.4 Durée .....	4
1.5 Allotissement .....	5
1.6 Pièces constitutives du marché .....	5
1.7 Documents à fournir en cours d'exécution du marché.....	6
1.8 Protection de la main d'oeuvre .....	6
1.9 Mesures de sécurité.....	6
1.10 Accès au site .....	6
1.11 Sous-traitance .....	6
2. ORDRES DE SERVICE ET MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC .....	7
2.1 Bons de commande ou engagement juridique .....	7
2.2 Modifications du marché public.....	8
3- CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION.....	8
3.1 Livraison et retrait des contenants .....	8
3.2 Délais d'exécution.....	9
3.3 Constatation de l'exécution des prestations .....	9
3.4 Continuité d'exécution .....	9
3.5 Service minimum.....	10
3.6 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.....	10
3.7 Sécurité du site.....	10
3.8 Dispositif sanitaire .....	11
3.9 Assurance.....	11
3.10 Normes et réglementation .....	11
4-CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES .....	11
4.1 Considérations sociales .....	11
4.2 Considérations environnementales .....	11
5- PRIX .....	12
5.1 Prix.....	12
5.2 Révision des prix .....	12
5.3 Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) .....	13
6 - MODALITES DE FACTURATION.....	13
6.1 Présentation des demandes de paiement.....	13
6.2 Remise des demandes de paiement .....	13
6.3 Périodicité des factures .....	13
6.4 Modalités essentielles de financement et de paiement .....	14
6.5 Nantissement ou cession de créance .....	14
6.6 Opérations de vérification et documents à joindre par le prestataire .....	14
ARTICLE 7 - PÉNALITÉS .....	14
7.1 Pénalités .....	14
7.2 Plafonnement des pénalités.....	16
ARTICLE 8 - RÉSILIATION SUSPENSION DU MARCHÉ .....	16

8.1 Résiliation pour faute .....	16
8.2 Suspension pour cas de force majeure (pandémie ou autre).....	16
ARTICLE 9 - RÈGLEMENT DES LITIGES.....	16
9.1 Règlement amiable des litiges et différends .....	16
9.2 Recours contentieux.....	16
ARTICLE 10 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	17

## **PREAMBULE**

Le pouvoir adjudicateur est le CREPS Provence Alpes Côte d'Azur.

Désignations :

Dans les documents de marché le CREPS Provence Alpes Côte d'Azur sera désigné par « le CREPS ».

Les termes ESAT EA SIAE désignent respectivement Etablissement et service d'aide par le travail, Entreprise adaptée, Structure d'insertion par l'activité économique.

La présente consultation est relative à la collecte et à la valorisation des déchets issus de son activité sur le site d'Aix-en-Provence du CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR.

## **1 – GENERALITES**

### **1.1 Objet**

La présente consultation est relative à la collecte et à la valorisation des déchets issus de l'activité du CREPS PROVENCE ALPES COTE D'AZUR pour le site d'Aix-en-Provence.

Lieu(x) d'exécution :

CREPS Provence Alpes Côte d'Azur  
Site D'Aix-en-Provence  
62 Chemin du Viaduc et Chemin de la Guiramande  
Pont de l'Arc  
13098 AIX EN PROVENCE

### **1.2 Mode de passation**

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article L2123-1 du Code de la Commande publique.

### **1.3 Forme du contrat**

L'étendue des besoins à satisfaire n'étant pas régulière sur certains lots, le présent marché prend la forme d'un accord – cadre à bons de commandes dans les conditions fixées aux articles L 2125- 1, R 2162-1 à R 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande passé sans montant minimum, mais avec un montant maximum en € H.T., en application de l'article R 2162- 4 du Code de la commande publique.

Les montants maximum commandés sont présentés dans le tableau figurant dans l'article 1.5 du présent document et en ANNEXE 2 du CCTP.

Les lots 4,6, 7 et 10 sont des marchés réservés aux ESAT, EA, et SIAE, qui emploient des travailleurs handicapés ou défavorisés, conformément aux dispositions des articles L 2113-12, L 2113-13 et L 2113-14 du Code de la commande publique). Le nombre des salariés dans ces structures handicapés ou en difficulté employés doit être de 50% minimum.

### **1.4 Durée**

L'accord-cadre prend effet au 1<sup>er</sup> octobre 2025 et se terminera le 30 septembre 2027.

s'agit d'un contrat d'une durée de 24 mois fermes et reconductible tacitement pour une durée de 24 mois.

La période de reconduction éventuelle aura lieu du 01/10/2027 au 30/09/2029.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre n'est pas reconduit, le CREPS doit notifier au titulaire sa décision par lettre recommandée avec avis de réception postal au moins deux mois avant la date d'échéance de la période annuelle. L'absence de reconduction n'ouvre droit à aucune indemnité.

## 1.5 Allotissement

Le marché est alloti en 10 lots :

Les lots 4, 6, 7 et 10 sont des marchés réservés (cf supra article 1.3).

N°LOT	Objet du lot	Marché Réservé	Montant minimum HT	Montant maximum en € HT pour la durée maximale du lot
1	collecte des <b>déchets non recyclables de type ordures ménagères (OM)</b>	NON	sans	70 000
2	collecte et recyclage des <b>emballages valorisables en mélange (EVM)</b> : papiers, cartonnets, cannettes, bouteilles et autres emballages plastiques ( <b>déchets de type bac jaune dont le tri est identique à celui du Pays d'Aix</b> ),	NON	sans	20 000
3	collecte des <b>cartons dépliés</b>	NON	sans	12 000
4	collecte et recyclage des <b>papiers de type bureau</b>	OUI	sans	3 000
5	collecte et valorisation des <b>déchets alimentaires</b> en vue d'une transformation en compostage ou en énergie	NON	sans	28 000
6	collecte des déchets <b>végétaux</b>	OUI	sans	22 000
7	collecte des <b>encombrants et déchets de type industriel banal (DIB)</b>	OUI		11 000
8	collecte des <b>déchets dangereux</b>	NON		2000
9	collecte des <b>déchets d'Activités de Soins à Risque Infectieux (DASRI)</b>	NON		1500
10	collecte des <b>archives pour destruction</b>	OUI		2500

Voir détails en annexe 2 du CCTP.

## 1.6 Pièces constitutives du marché

Les pièces du marché sont les suivantes, dans l'ordre de priorité ci-après :

### Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et l'annexe financière du ou des lots concernés
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),

- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- Le cadre de réponse servant de mémoire technique du titulaire.

#### **Pièces générales :**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes
- Tout autre texte législatif ou réglementaire en vigueur se rapportant à l'objet du marché, notamment de la réglementation française de portée générale, et des normes françaises (normes AFNOR) et européennes.

Les documents constituant les pièces générales ne sont pas joints au présent dossier, ils sont réputés connus des entreprises.

### **1.7 Documents à fournir en cours d'exécution du marché**

Le titulaire produit tous les 6 mois jusqu'à la fin d'exécution du marché les documents suivants :

- une attestation, de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF, pour les lots supérieurs à 5 000 € HT /an
- une attestation justifiant de sa régularité fiscale
- le cas échéant la liste nominative des salariés étrangers.
- Marchés réservés : un certificat attestant de la régularité de sa situation au regard de l'emploi de travailleurs handicapés :

### **1.8 Protection de la main d'oeuvre**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

### **1.9 Mesures de sécurité**

Les personnes mandatées ou habilitées sont seules autorisées à effectuer les prestations objet du marché. Le CREPS informera le titulaire de tout manquement grave dûment constaté de son personnel et pourra demander son remplacement.

Le personnel devra se conformer au respect du règlement intérieur de l'établissement et aux règles de sécurité en vigueur. Le non-respect du règlement intérieur fait l'objet de pénalités (cf article 7.1).

### **1.10 Accès au site**

Les titulaires des lots 1, 2, 3 et 5 pourront disposer d'une clé d'accès au portail situé Chemin de la Guiramande.

Cette clé devra être restituée à la fin du marché. En cas de non-restitution dans un délai de 14 jours, une pénalité de 100 € TTC sera retenue sur le règlement de la dernière facture.

### **1.11 Sous-traitance**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation préalable et expresse de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance (DC4).

Afin d'obtenir cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui remet par lettre recommandée avec accusé de réception) une déclaration de sous-traitance (DC4).

Le formulaire DC4 peut être obtenu à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>.

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- La déclaration de sous-traitance DC4; ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), et le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution.
- Le montant des prestations est présenté dans l'annexe financière prévue au marché {n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIREN),
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- Un RIB,
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché. L'acceptation de chaque sous-traitant et de ses conditions de paiement est demandée dans les conditions prévues aux articles R2193-1 et suivants du code précité.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions d'agrément ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Marchés réservés: le titulaire d'un lot réservé peut sous-traiter à un opérateur économique appartenant exclusivement à l'un ou l'autre de ces secteurs : SIAE, EA, ESAT.

## **2. ORDRES DE SERVICE ET MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC**

### **2.1 Bons de commande ou engagement juridique**

Pour les lots faisant l'objet de collectes régulières hebdomadaires, un bon de commande ou engagement juridique prévisionnel et annuel, sera émis sur la base de l'estimation de départ figurant dans l'annexe financière.

**Pour les lots faisant l'objet de collectes ponctuelles à la demande, un bon de commande** sera établi par le CREPS au fur et à mesure des besoins.

En accord avec le prestataire une simple demande par mail pourra être transmise au titulaire. Il sera précisé la date d'intervention.

La transmission des bons de commande se fait par tout moyen permettant d'attester de la date certaine de réception de la commande par le titulaire (courriel, plateforme du prestataire, ...).

## **2.2 Modifications du marché public**

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose dans les conditions de l'article 23 du CCAG FCS.

Un avenant au présent marché public pourra également être signé entre les parties dans l'hypothèse, notamment, d'une modification du marché rendue nécessaire par l'évolution des conditions d'exécution des prestations, en application des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique.

En outre le titulaire du marché s'engage à informer le CREPS dans les meilleurs délais de toute modification le concernant (fusion-absorption, changements de raison sociale, d'adresse, de numéros SIREN, SIRET, de RIB) ou concernant les prestations inscrites au marché. Le CREPS en sera informé par mail à l'adresse : [bap@creps-paca.sports.gouv.fr](mailto:bap@creps-paca.sports.gouv.fr). A cet effet, il fournit tous les documents administratifs nécessaires à la prise en compte des modifications.

En cas de non-production de ces documents, les factures établies ne seront pas présentées au paiement.

## **2.3 Clause de réexamen**

Dans le cas où les quantités commandées seraient sous-estimées ou surestimées de manière significative, les parties conviennent de modifier l'acte d'engagement par voie d'avenant.

En cas de besoin exceptionnel et ponctuel le CREPS pourra établir un bon de commande correspondant à cette prestation exceptionnelle.

La révision annuelle des prix est définie à l'article 5.2

# **3– CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION**

## **3.1 Livraison et retrait des contenants**



Lot	Date au plus tard de la livraison des contenants	Date 1 <sup>ère</sup> collecte
1 Ordures ménagères	29/09/2025	Jeudi 3 octobre 2025
2 EVM	29/09/2025	Mardi 7 octobre 2025
3 Cartons (à plat)	29/09/2025	Jeudi 3 octobre 2025
5- Bio-déchets	29/09/2025	Vendredi 4 octobre 2025
6. Végétaux	03/10/2025	octobre
7- Encombrants	03/10/2025	Non renseigné
8- Déchets dangereux	03/10/2025	Non renseigné
9- Contenants DASRI	03/10/2025	Non renseigné

La date de retrait des contenants en fin de marché sera fixée en cours d'exécution du marché et convenue avec les prestataires.

### 3.2 Délais d'exécution

Le titulaire s'engage à respecter les jours contractuels précisés dans l'acte d'engagement.

En cas d'empêchement du titulaire de collecter les déchets aux dates ou jours prévus pour des raisons dûment justifiées, le titulaire pourra exécuter la prestation dans les 24 heures suivant la date prévue à titre exceptionnel (sous réserve d'accord du CREPS). Ce délai dérogatoire ne peut lui être accordé sans l'accord expresse du CREPS.

Le titulaire est informé des jours et horaires d'ouverture du CREPS (lundi au vendredi de 8h à 17h). Il pourra se renseigner auprès du CREPS pour connaître les jours fériés et la semaine de fermeture de fin d'année.

### 3.3 Constatation de l'exécution des prestations

Le titulaire devra informer le CREPS (contacter : Laurence Volland, par téléphone au 06 23 46 94 64 ou par mail Laurence.volland@creps-paca.sports.gouv.fr ou bap@creps-paca.sports.gouv.fr de tout empêchement ou anomalie constatée lors de la collecte des déchets).

Le titulaire des lots 1,2,3, 5 devra proposer un outil de suivi indiquant les quantités de déchets collectés consultable par le CREPS. Le montant facturé chaque mois sera conforme aux données de suivi.

L'absence de contestation du CREPS sous un délai de 15 jours vaut admission des prestations.

### 3.4 Continuité d'exécution

Le titulaire s'engage à garantir la continuité de celles-ci.

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le pouvoir adjudicateur par le biais d'un ordre de service. Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le CREPS se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs

délais.

Il est à souligner, qu'au vu du caractère sensible de certains déchets, les prestations ne pouvant souffrir de report devront être maintenues afin de garantir les conditions d'hygiène et la réglementation en vigueur (lots 1,2,5,9).

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution par ordre de service et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements par voie d'avenant.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

### **3.5 Service minimum**

En cas d'annonce de grève, le prestataire doit informer le CREPS par téléphone ou par mail à [bap@creps-paca.sports.gouv.fr](mailto:bap@creps-paca.sports.gouv.fr) aussi rapidement que possible, et avant le début de la grève, des mesures prises par lui à ses frais et risques pour assurer le respect de ses obligations contractuelles.

La grève n'exonère pas le titulaire de ses obligations contractuelles, il lui appartient de trouver des solutions palliatives pour se conformer à la bonne exécution du marché. Tout manquement fera l'objet d'une mise en demeure et pourra constituer un cas de résiliation du marché aux torts du titulaire.

### **3.6 Exécution des prestations aux frais et risques du titulaire**

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que le CREPS peut faire exécuter les prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire en cas :

- de résiliation prononcée à ses torts

- d'inexécution d'une prestation qui, par nature, ne peut souffrir d'aucun retard ou lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service dans les conditions de l'article 45 du CCAG FCS.

S'il n'est pas possible au CREPS de se procurer, dans des conditions qui lui conviennent, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue au marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques, est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### **3.7 Sécurité du site**

Se référer au CCTP article 11.3.

### **3.8 Dispositif sanitaire**

Le titulaire devra être s'informer des conditions sanitaires tout au long du contrat et devra les respecter. Le cas échéant, le CREPS informera les prestataires des protocoles sanitaires particuliers en vigueur sur le site du CREPS.

### **3.9 Assurance**

Le titulaire est tenu de souscrire, avant tout commencement d'exécution, une police de responsabilité civile professionnelle, couvrant les conséquences pécuniaires de dommages de toutes natures, corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers soit par le personnel salarié en activité de travail (ou par le matériel d'entreprise ou d'exploitation) soit du fait des fournitures ou prestations.

### **3.10 Normes et réglementation**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges et aux normes en vigueur mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **4—CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES**

### **4.1 Considérations sociales**

Une "considération sociale" dans un marché public est un critère, une condition ou une clause visant à promouvoir des objectifs de politique sociale, tels que l'insertion professionnelle, l'égalité des chances, la lutte contre les discriminations ou l'amélioration des conditions de travail, dans le cadre de l'exécution d'un marché.

La dimension sociale est entendue au sens large, comme par exemple, l'insertion des publics éloignés de l'emploi et de personnes en situation de handicap, la lutte contre les discriminations, notamment la promotion de l'égalité femme/homme, le respect des exigences éthiques (respect des droits de l'homme...) ou équitables, la performance dans la protection ou la formation des salariés, en lien avec la prestation commandée, etc.

Le CREPS à travers le présent marché souhaite contribuer à développer une économie plus inclusive.

**A cette fin, les lots 4, 6, 7 et 10 sont des marchés réservés (voir article 1.3 du CCAP).**

### **4.2 Considérations environnementales**

#### **Considérations environnementales comme critère d'attribution**

Tous les lots sont concernés.

#### **Considérations environnementales comme critères d'exécution :**

- Les prestataires doivent choisir des centres de traitement les moins impactants au niveau de l'empreinte carbone.
- Les véhicules utilisés doivent être récents (moins de 5 ans).

-Les bacs de collecte devront être fabriqués en matériaux recyclés ou être issus du réemploi.  
Voir les détails dans l'article 2.1 du CCTP.

## 5– PRIX

### 5.1 Prix

L'unité monétaire est l'euro.

Le marché est à prix unitaires et forfaitaires. Ils sont exprimés dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement. Les prix unitaires figurant dans l'annexe financière sont réputés établis aux conditions économiques connues le mois de la remise des offres. Ce mois est appelé mois 0.

Ces prix sont fermes pour la première année d'exécution du marché puis révisibles chaque année à la date anniversaire du contrat.

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations,
- Les frais de transport et de livraison,
- Tous les frais annexes, les produits, les consommables et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- Toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;  
et être établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

### 5.2 Révision des prix

La révision des prix a lieu une fois par an, par application de la formule de calcul suivante :

Formule :  $0.15 + 0.5 \cdot (\text{ICT-En} / \text{ICT-Eo}) + 0.15 \cdot (\text{Gazole}_n / \text{Gazole}_0) + 0.20 \cdot (\text{CDND}_n / \text{CDND}_0)$

ICT-E : indice du coût horaire du travail pour les activités, tous salariés de la distribution eau, assainissement gestion des déchets (Valeur indice année 0 = 137,5 - mars 2025)

Gazole : indice des prix du gazole (Valeur indice année 0 = 132,10 – mai 2025)

CDND : indice de collecte des déchets non dangereux (Valeur indice année 0 = 108,5- mars 2025)

n : dernières valeurs connues au moment de la révision

0 : dernières valeurs connues lors de la fixation du prix au début de l'exécution du contrat

Dans les deux mois précédant l'échéance annuelle du marché les prix révisés sont calculés par le titulaire selon la formule ci-dessus et transmis au CREPS pour validation. Les prix révisés prennent effet à la date anniversaire du contrat soit le 01/10 de l'année N°+1, N+2, N+3

A défaut de transmission à cette date les prix seront maintenus jusqu'à l'anniversaire du contrat l'année suivante.

La modification de prix avec le calcul détaillé doit être adressée par mail à [bap@creps-paca.sports.gouv.fr](mailto:bap@creps-paca.sports.gouv.fr). A défaut de réponse dans un délai de trente jours, l'augmentation de prix est considérée comme acceptée. En cas de rejet expresse, le titulaire peut adresser une nouvelle demande de modification de prix dans un délai de 15 jours à compter de la date du rejet. Elle doit être présentée dans l'annexe financière.

### 5.3 Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)

La TGAP, en application du règlement CE n° 1013/2006 du 14/06/2006 concernant les transferts des déchets, est due par toute personne physique ou morale exploitant une installation de stockage ou d'élimination de déchets dangereux par incinération, traitement physico-chimique ou biologique.

Le montant de la TGAP varie selon les normes en vigueur. En conséquence en fonction de la législation en vigueur et du type de déchet, le titulaire appliquera les tarifs de la TGAP concernés.

Le titulaire doit transmettre au CREPS à [bap@creps-paca.sports.gouv.fr](mailto:bap@creps-paca.sports.gouv.fr) l'annexe financière révisée en fonction de l'évolution de la TGAP, accompagnée du justificatif de la variation.

## 6 - MODALITES DE FACTURATION

### 6.1 Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement (factures) doivent comporter les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro du contrat et du lot (ex 2025-07 lot 1);
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- le mois de réalisation des prestations ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées en indiquant le CODE FACTURE de l'annexe financière correspondant (ex pour le lot 1 : L1LIV)
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur.

#### **Important :**

Dans le cas éventuel où plusieurs lots seraient détenus par un même titulaire il devra être établi une facture par lot.

### 6.2 Remise des demandes de paiement

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire transmettra les factures **par voie dématérialisée**.

Le titulaire adressera ses factures *via* le portail Internet « Chorus pro» : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Outre les mentions légales, les factures porteront les indications suivantes :

Le numéro SIRET (191 301 894 00017), qui identifiera le CREPS en tant que destinataire de la facture ;

Le code service **AIX-01**

Le numéro d'engagement juridique à 10 chiffres correspondant au numéro du bon de commande.

### 6.3 Périodicité des factures

Pour les lots 1,2,3,5, la facturation sera mensuelle à terme échu. Le premier mois de facturation prévu sera le mois d'octobre 2025 et le dernier mois septembre 2027 (septembre 2029 en cas de reconduction).

Pour les lots 4,6,7,8,9 10 (prestations à la commande) la facture sera transmise après service fait. Les lots 6,7 et 8 font toutefois l'objet d'une facture mensuelle en raison du coût de la location du contenant.

#### **6.4 Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

#### **6.5 Nantissement ou cession de créance**

Un certificat de cessibilité sera remis au titulaire à sa demande pour être remise à l'établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance consenti conformément à la loi n°81-1 du 2 janvier 1981 modifiée facilitant le crédit aux entreprises et aux articles R.2191-46 à 53 du Code de la commande publique

#### **6.6 Opérations de vérification et documents à joindre par le prestataire**

Pour les lots 1,2,3,5,6 7 et 8 le titulaire devra joindre à la facture le document présentant les **quantités** collectées ou donner au CREPS les accès à l'outil permettant de visualiser les quantités. Un ticket de pesée ou autre bordereau attestant des quantités est souhaité.

L'absence de contestation du CREPS sous un délai de 15 jours vaut admission des prestations.

**Pour les lots 4 et 10** (enlèvements à la demande) le prestataire transmettra un bordereau d'enlèvement de suivi des déchets jusqu'à la destination finale mentionnant la quantité enlevée et détruite.

**Pour le lot 8** (déchets dangereux), le prestataire devra transmettre les certificats ou attestations exigés conformément à la législation en vigueur.

De plus, pour tous les lots faisant l'objet d'une réservation, si la prestation est réalisée par un ESAT ou EA, celui-ci devra adresser au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier N+1 une **attestation** compilant l'ensemble des prestations facturées et payées sur l'année N, ainsi que le montant total de la part main d'œuvre valorisable. Cette attestation doit être adressée au directeur du CREPS.

Enfin, d'une manière générale et pour chacun des lots, le prestataire devra se conformer à la réglementation en vigueur et informer le CREPS de tout changement.

### **ARTICLE 7 - PÉNALITÉS**

#### **7.1 Pénalités**

Pour tous les lots

Motifs	Pénalités appliquées
Non-respect du règlement intérieur du CREPS (limitation de vitesse, interdiction de fumer etc)	100 € HT par constatation et notification par le CREPS
Non transmission des pièces relatives au suivi de la collecte des déchets indiquant les quantités collectées,	100 € HT par pièce non transmise

#### Lots 1,2,3,5,

Motifs	Pénalités appliquées
Lot 1 : Enlèvement des déchets de type ordures ménagères (OM) non réalisé au-delà de 48h	100 € HT par jour de retard
Lot 2: Enlèvement des déchets de type EVM non réalisé au-delà de 48h de dépassement par rapport à la date prévue	100 € HT par jour de retard
Lot 3: Enlèvement des cartons non réalisé sur la semaine	100 € HT par jour de retard
Non restitution de la clé du portail Guiramande pour les lots 1,2,3,5.	100 € HT par clé non restituée en fin de contrat 100 € HT en cas de perte en cours de contrat

#### Lot 9

Motifs	Pénalités appliquées
Lot 9 : Collecte déchets de l'activité de soins à risque infectieux au-delà de 48h de dépassement du jour prévu	100 € HT par jour de retard

Le calcul des pénalités donne lieu à l'établissement d'un décompte provisoire des pénalités par facture concernée. Le titulaire est informé des pénalités que le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer à son encontre par communication du décompte provisoire. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations dans les conditions de l'article 14.1 .1 du CCAG-FCS. Passé ce délai le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités

## **7.2 Plafonnement des pénalités**

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15% du montant total HT du de la facture concernée par lot.

## **ARTICLE 8 - RÉILIATION SUSPENSION DU MARCHÉ**

### **8.1 Résiliation pour faute**

En cas de manquement par le titulaire à l'une de ses obligations contractuelles, le marché pourra être résilié à ses torts. La décision du pouvoir adjudicateur mentionnera la date d'effet de cette résiliation ainsi que l'éventuel recours au mécanisme de l'exécution aux frais et risques du titulaire.

### **8.2 Suspension pour cas de force majeure (pandémie ou autre)**

En cas de force majeure (fermeture de l'établissement) le contrat pourra être suspendu temporairement. La prestation facturée correspondra uniquement à la partie de service fait (ex : location de contenant). Aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire.

## **ARTICLE 9 - RÈGLEMENT DES LITIGES**

### **9.1 Règlement amiable des litiges et différends**

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par le titulaire au CREPS. La réglementation de l'Achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Hors cette médiation interne le titulaire peut demander à ce que les litiges et les différends nés à l'occasion de l'exécution d'un marché soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable compétent pour rechercher les éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

### **9.2 Recours contentieux**

En cas d'élévation du contentieux, le tribunal administratif de Marseille est compétent :



Adresse : 31 Rue Jean François Leca – 13002 MARSEILLE

E-Mail : [greffe.ta-marseille@juradm.fr](mailto:greffe.ta-marseille@juradm.fr)

Tel : 04 91 13 48 13 –

URL : <http://marseille.tribunal-administratif>.

#### **ARTICLE 10 - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

L'article 7 déroge à l'article 14 du CCAG FCS (pénalités)

L'article 8.2 déroge à l'article 42 du CCAG-FCS (suspension pour cas de force majeure)

L'article 9 déroge à l'article 46.2 du CCAG FCS (règlement amiable des litiges et différends).

Cachet et signature du prestataire :